DIXIEME ANNEE. — N° 3510.

6 Pages — 5c

FILS SPÉCIAUX { BERLIN / LONDRES
ADRESSE PARIS (2e) : 142, Rue Montmartre
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : HUMANITÉ-PARIS
TÉLÉPHONE : GUTENBERG { 02-57 / 02-60
PUBLICITÉ ANNONCES 142, Rue Montmartre, 142

l'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

MERCREDI 26 NOVEMBRE 1913.

6 Pages — 5c

ABONNEMENTS
Sans frais dans tous les Bureaux de Poste

	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	1 MOIS
Seine et Seine-et-Oise	18 fr.	9 fr.	4 50	1 50
Départements et Colonies	21 »	10 50	5 25	1 75
Étranger Union postale	31 »	16 50	8 »	3 »

Directeur Politique : JEAN JAURÈS

AVANT LA BATAILLE

Dans les couloirs, en arrivant à la séance, j'aperçois Barthou, j'aperçois Dumont, tout à fait d'attaque.

Barthou sourit, Dumont pérore. Barthou sourit d'un air de défi. Dumont pérore sans arrêt, et n'écoute que lui-même. Tous deux ont l'air pleins de confiance. Ils ont choisi leur terrain de bataille, et croient tenir la victoire : ils se trompent peut-être ! Mais ils savent qu'ils ne seront pas seuls, et que les dieux combattront pour eux.

Les dieux ont soif. Ils n'ont pas aujourd'hui soif de sang, mais soif d'or. En des Olympes tout proches ils attendent que le Palais-Bourbon étanche leur soif en votant l'emprunt.

Avec leur secours, Barthou et Dumont ne craignent plus personne. Ainsi les Lacédémoniens virent plus d'une fois Castor et Pollux guider leurs troupes à la victoire.

Outre l'appui des dieux, Barthou et Dumont comptent encore sur l'influence magique des formules consacrées.

Nous ne sommes pas moins soumis aux formules que les sauvages. La seule différence est que chez les sauvages, en prononçant la formule sacrée, le sorcier l'accompagne de rites qui seraient déplacés au Palais-Bourbon. Nous ne brûlons pas d'herbes, nous ne dansons pas autour d'un chaudron, nous ne jetons pas de cendre au vent.

Mais nous répétons nos formules traditionnelles avec une gravité, une certitude, une soumission qui valent la docilité du sauvage.

S'agit-il d'emprunt ? La phrase consacrée se récite : « Il faut voter l'emprunt les yeux fermés, et tel que le présente le gouvernement ; sinon, prenez garde d'ébranler le crédit de la France ! »

Et si c'est l'emprunt, ô bon sauvage déguisé en député, si par hasard c'est l'emprunt lui-même qui menace de ruiner le crédit de la France ?

Le député vous regarde avec stupeur et méfiance. Il réagit exactement comme le sauvage devant lequel on mettrait en doute l'efficacité de la formule magique. La formule ne se discute pas. On ne l'examine point. On la répète avec ferveur.

Ainsi fait-il ! « Mon bon ami, je ne discute pas cela ! Au-dessus de tout, il y a le crédit de la France, n'est-ce pas ? Eh bien ! je ne veux pas ébranler le crédit de la France. Vous direz tout ce que vous voudrez, moi, sur ces questions-là, je marche avec le gouvernement. »

Allez-y maintenant ! Vous pouvez leur démontrer par le menu que l'emprunt, tel qu'il est présenté, compromet de la façon la plus grave les finances publiques. Ils vous écouteront avec intérêt, hocheront la tête d'un air approbateur, et voteront le texte du gouvernement.

Ils ont un bandeau sur les yeux ! L'autre jour, à la Commission du budget, nous discutions contre Cochery l'emprunt perpétuel. Cochery est un excellent président, fort impartial et incapable de mutiler un procès-verbal. Pourtant, quand j'ai lu dans les journaux le compte rendu de la séance, je me suis aperçu qu'il y avait précieusement enchâssé toutes ses raisons à lui, et pas un seul de nos arguments. C'était un procès-verbal bouffi de son côté, étique du nôtre, un procès-verbal hémiplégique.

Croyez-vous que Cochery l'ait fait exprès ? Du tout ! Nos arguments ne l'avaient pas frappé, voilà tout ! Sa mémoire n'en gardait aucune trace. Ils sont pour lui comme s'ils n'étaient pas.

Et pourtant !

Notre crédit devant l'Europe, notre confiance financière en nous-mêmes sont liés à la résolution de ne plus augmenter le chiffre effarant de notre dette perpétuelle !

Nous n'amortissons pas, sauf par hasard et pour faire semblant ; mais au moins n'empruntons plus !

Barthou et Dumont ouvrent une brèche ! Maintenant, qui empêchera leurs successeurs, au moindre embarras, d'y passer à leur tour ? Hé quoi ? On équilibre un budget par l'emprunt ?

Vous qui connaissez les Parlements et les gouvernements, croyez-vous que désormais ils se gêneront ?

Allez ! l'ère des emprunts à jet continu commence ! et vous verrez, à ce régime, ce que deviendra notre crédit ! Vous voulez immuniser la rente ? Assurez-lui donc, plutôt, l'immunité contre vos caprices !

En ce moment, nous avons les oreilles abasourdies par les clameurs de la presse financière. La Bourse veut l'emprunt pour déblayer le marché, et pour qu'on puisse lancer, ensuite, les beaux, les gros emprunts étrangers.

Mais le coup fait, vous verrez la détente, et vous entendrez chanter une autre gamme !

Et quand je pense que c'est nous que Jules Roche accuse de saboter le crédit national !

Au moins, Jules Roche, accordez-nous notre non-lieu !

MARCEL SEMBAT.

Nombre de nos abonnés à ce jour :

9.684

Un Monument à Robespierre

C'EST LE PREMIER

Saint-Ouen, 25 novembre. — Le 25 décembre prochain, la municipalité procédera à l'installation solennelle de la maquette du monument à Maximilien de Robespierre qu'elle a pris l'initiative d'ériger devant la mairie de la ville.

C'est la première statue élevée à Robespierre.

En essayant un Appareil

L'AVIATEUR PERREYON fait UNE CHUTE MORTELLE

L'aviateur Perreyon, chef pilote de la maison Blériot, s'est tué hier matin, à Buc, en essayant un nouvel appareil destiné à l'armée.

C'est là une triste nouvelle qui confirme une fois de plus, ce que nous n'avons jamais cessé de dire ici : moins d'acrobaties aériennes et plus de stabilité dans les appareils.

Perreyon était l'un des plus modestes mais aussi l'un des plus habiles pilotes de monoplan, ses exploits sont nombreux et c'est à lui qu'appartient le record de la hauteur avec 5.880 mètres. Il y a quelques jours, imitant son camarade Pégoud, il boucla la boucle, cette acrobatie qui fit dire à M. Blériot, dans une conférence à la Salle des Ingénieurs civils, que la stabilité automatique était une hérésie en matière d'aviation, parce qu'un pilote de sang-froid pouvait toujours redresser son appareil.

Les faits viennent malheureusement donner raison à MM. Moreau et Doutre qui, présents à cette réunion, vinrent réfuter les arguments de M. Blériot. Et Perreyon, qui était un pilote de sang-froid et un boucleur émérite, vient, hélas ! de démontrer à son patron que ce sont les inventeurs d'appareils stabilisateurs qui sont dans la vérité.

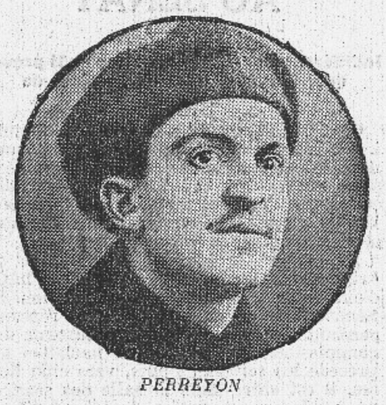
Ainsi qu'on le verra plus loin, c'est avec un appareil nouveau que s'est tué Perreyon. Décidément, le héros de la première traversée de la Manche n'a pas de chance dans ses innovations ; chaque fois qu'il a modifié son appareil primitif un accident s'est produit : Au Circuit des Capitales, Lefrançais, chef pilote à l'aérodrome Blériot de Pau, venait s'écraser sur le sol, avec un monoplan nouveau modèle, quelques secondes après son envolée. Également sur un Blériot modifié, Leblanc fit une chute assez grave à Reims, lors du Concours militaire, pour abandonner l'aviation « militante ».

Nous ne le répéterons jamais assez, le ministère de la guerre doit exiger, des constructeurs, des appareils stables et solides.

H. KLEYNHOFF.

L'ACCIDENT

Le nouvel appareil que Perreyon essayait, comportait deux sièges placés tout à fait à l'avant, le moteur de 100 chevaux



PERREYON

dans le fuselage, l'hélice à l'arrière des ailes, une grande queue avec stabilisateur au gouvernail à l'arrière.

L'aviateur fit un départ superbe et semblait être maître de son appareil. Après avoir évolué au-dessus du fort bordant l'aérodrome de Buc, il se préparait à atterrir, quand, tout à coup sans que l'on en connaisse les causes précises, d'une hauteur de 20 mètres, l'appareil piqua du nez et vint s'écraser sur le sol. Le moteur s'enfonça de 50 centimètres dans la terre.

Une compagnie de soldats qui manœuvrait aux alentours du fort accourut aussitôt pour dégager l'aviateur des débris de l'appareil. Perreyon gisait inanimé, complètement défiguré, la poitrine écrasée par le moteur, la jambe droite fracturée en trois endroits, la jambe gauche en un endroit.

Le cadavre a été transporté à l'hôpital civil de Versailles.

Edmond Perreyon était né le 14 juillet 1882. Il fut le 311e pilote breveté par l'Aéro-Club de France, le 7 décembre 1910. Il avait fait son apprentissage d'homme-oiseau à l'école Blériot de Pau, et devait devenir plus tard chef de l'école d'Etampes, puis de celle de Buc.

MOUCHARD DÉMASQUÉ

L'agent-provocateur Alexandre Mass

Tout dernièrement notre ami Bourtzef a réussi à démasquer un certain nombre d'agents provocateurs à la solde de la police secrète russe.

Le *Znamia Trouda* vient d'en exécuter un en publiant l'avis suivant :

Au mois d'octobre de cette année, M. L. Bourtzef informa « la délégation pour l'étranger du Comité central du Parti socialiste révolutionnaire russe » que, d'après ses renseignements, Abram Mass, dit aussi « Alexandre Mikhailovitch Mass, membre du Parti », n'était qu'un agent secret du département de la police. Une commission spéciale chargée d'instruire cette affaire vient d'établir la culpabilité de Mass.

En vertu de quoi le sieur A. MASS est déclaré *agent provocateur*. — Le 17 novembre 1913.

Ce Mass, venu il y a environ cinq ans à Paris avec les meilleures références de militants en vue, fut pendant un certain temps bibliothécaire au « groupe parisien adhérent au Parti socialiste révolutionnaire russe ». Père de famille et se donnant comme très besogneux, il obtint 150 francs par mois dans une grande maison de commerce de blé. Sa jeune femme travaillait à domicile, dans les articles de Paris et gagnait péniblement sa vie.

Tout dernièrement Mass déclara à ses amis qu'il venait d'hériter d'une sœur habitant l'Amérique du Nord d'une très forte somme lui assurant une rente annuelle de douze mille francs.

Ce changement subit de situation éveilla des soupçons. Bourtsef reçut par des voies dont il a seul le secret des renseignements qui ne laissèrent presque aucun doute. Invité à fournir des preuves, Maas donna des réponses évasives et prit la fuite.

Ajoutons que cet individu ne jouait aucun rôle dans le Parti, mais l'Okhrana comptait probablement obtenir par lui une riche moisson de victimes, car Mass sollicitait de l'organisation centrale du Parti une mission confidentielle en Russie. — E. R.

Les Incidents de Saverne

Les propos grossiers et insultants du lieutenant allemand n'ont pas seulement excité la juste colère des Alsaciens-Lorrains, ils provoquent la réprobation de tous les Allemands qui ont quelque souci des droits élémentaires de la civilisation et de l'honneur de l'Allemagne elle-même. A peine le Reichstag est-il réuni, que les partis allemands les plus considérables annoncent leurs protestations. Au premier rang sont les socialistes représentant quatre millions de citoyens allemands ; ils demandent compte, non seulement des injures adressées aux Alsaciens, mais aussi des propos grossiers sur le drapeau français. Une notable partie du centre catholique s'associe à l'interpellation véhémente des députés d'Alsace-Lorraine réunis dans un sentiment commun. Et les députés radicaux, qui furent si noblement représentés à la conférence de Berne, élèvent aussi leur voix.

Il faut donc que la France sache que ce qu'il y a de meilleur en Allemagne réprouve la brutalité des procédés et des paroles dont l'Alsace-Lorraine s'est émue. Seuls les pangermanistes donnent leur approbation à des propos dont la grossièreté flatte tous leurs instincts.

Si le gouvernement allemand a quelque clairvoyance et quelque souci de l'avenir de l'Europe, il montrera qu'il a compris la leçon des événements et les événements signifient à tous que la conscience des Alsaciens-Lorrains ne se laissera point forcer par la violence. Autant le peuple d'Alsace-Lorraine est résolu à écarter tout ce qui pourrait troubler la paix, autant il est décidé à jouer entre la France et l'Allemagne un rôle de conciliation et de modération, autant aussi il a le sentiment vif de sa dignité, la fierté de ses souvenirs, le souci passionné de son libre développement. Et ceux qui le brutalisent commettent la pire maladresse. Le *Vorwærts* rappelle qu'il y a vingt-cinq ans des incidents d'un militarisme grossier se multiplièrent en Allemagne et que les partisans de la manière forte voulaient, par ces provocations, installer un régime de dictature. Il demande si l'on poursuit aujourd'hui, par des moyens analogues, le même objet. Il serait déplorable qu'il en fût ainsi.

Nous, socialistes français, qui voulons la paix définitive entre la France et l'Allemagne et qui avons bravé pour le dire les clameurs les plus furieuses et les plus imbéciles calomnies, nous avons le droit d'être entendus de tous, quand nous déclarons qu'un régime de liberté et de justice en Alsace-Lorraine est la condition absolue de ce rapprochement franco-allemand, sans lequel il n'y aura en Europe et dans le monde ni sécurité, ni progrès, ni civilisation.

JEAN JAURÈS.

A PROPOS DE L'IMPOT

La motion du Groupe socialiste

Les élus socialistes déposeront jeudi, au début de la discussion sur l'emprunt, la motion suivante, qui sera immédiatement discutée :

La Chambre, émue par l'énormité des charges croissantes qu'imposent au pays l'impatience des entreprises coloniales, la surenchère européenne des armements, et l'organisation routinière, rétrograde et onéreuse de la défense nationale ;

Convaincue que ces charges aggravent dangereusement la cherté de la vie et compromettent la force productive de la nation, invite le gouvernement :

1° A limiter le champ des opérations marocaines ;

2° A réduire graduellement la durée du service de caserne et le fardeau financier et économique de l'armée de métier par l'organisation de la nation armée ;

3° A proposer à tous les gouvernements l'arbitrage intégral pour tous les conflits et à préparer ainsi au nom de la France un ordre international moins accablant pour les peuples.

Et décide de surseoir à la discussion de l'emprunt jusqu'à ce que le gouvernement lui ait donné des garanties positives à ce sujet.

LA FIÈVRE TYPHOIDE DANS la Garnison de Marseille

Marseille, 25 novembre. — Plusieurs cas de fièvre typhoïde ayant été constatés dans la garnison de Marseille, l'inspecteur général Chavasse s'est livré à une enquête, qui conclut à une insalubrité générale des casernements de Marseille, notamment du quartier du 6e hussards.

Ce régiment, qui compte plus de 40 soldats plus ou moins grièvement atteints, va quitter Marseille pour être dirigé, partie sur Tarascon, partie sur Nice.

D'autre part, des cas de fièvre typhoïde ayant été également constatés parmi les troupes coloniales, il est question d'évacuer une partie de ce régiment sur Hyères.

Les conclusions de l'inspecteur général Chavasse sont très sévères à l'encontre des installations militaires de notre ville. La situation est d'autant plus critique que l'arrivée des nouvelles recrues inspire à l'autorité militaire de sérieuses inquiétudes.

NOTES

Pourquoi s'en passer ?

Boulevard Beaumarchais, à un numéro qu'il n'est pas nécessaire d'indiquer, il y a un magasin, et à la porte de ce magasin de confections pour dames on lit un prospectus...

— Qui lance un savon ? un parfum ? un modèle de jarretelle ?

— Point !... Ce prospectus annonce aux dames (à vos femmes, messieurs !) que pour la somme de trente-six francs, trente-six francs seulement, elles peuvent se procurer un délicieux revolver de poche, « arme de précision pouvant rivaliser avec les meilleurs »... *Rien à payer d'avance* spécifie encore ce prospectus pour décider les hésitantes.

La vente du revolver « à tempérament » manquait, paraît-il, à notre modernisme, et voici comblée cette lacune. Désormais la femme qui gardera son mari lorsqu'il aura cessé de lui plaire, sera sans excuse ! Réfléchissez, madame : pour trente-six francs seulement, et rien à payer d'avance !...

Quand les jeunes ménages s'installeront quel est celui qui, en plus de sa salle à manger de chez Dufayel, n'aura pas son petit revolver ? Peut-être le mari n'en voudra-t-il pas, tout d'abord, mais la gentille fiancée saura bien vaincre ses résistances : « J'en veux un, na ! Pense, mon chéri, que toutes mes amies en ont un... Si je n'en ai pas, de quoi aurons-nous l'air ?... Et puis, rien à payer d'avance ?... »

Nous n'en sommes peut-être pas encore tout à fait là, mais à coup sûr nous n'en sommes pas loin. Ne protestons pas et résignons-nous. S'il faut savoir vivre avec son temps, il importe aussi de savoir mourir... — VICTOR SNELL.

LES "CAFUS" AU PAYS DE "GERMINAL"

Le travail des femmes de peine sur les "rivages" des mines

UN GROUPE DE CAFUS

Les *cafus* maintenant ont repris leur travail. Dans les villes houillères du Nord on appelle des *cafus* les jeunes filles et les femmes qui accomplissent le métier de débardeur dans des conditions qui effraieraient des hommes. Ce sont des *femmes de peine*. Elles chargent et vident des wagons de charbon, elles emplissent des bateaux, elles coltinent des paniers lourds de quarante kilos, elles chargent leurs épaules de fardeaux pareils à ceux que transportent les forts des Halles. C'est à treize ans qu'elles commencent ce métier ; mais elles ne peuvent l'exercer jusqu'à la maturité, on ne voit pas de vieux « cafus ».

Au pays de *Germinal*

On les rencontre, par groupes, caquettant, le matin et le soir, dans cette longue et sombre rue de Douai, à Denain, qui est le canal où s'écoule le fleuve des travailleurs de la mine et des forges. Elles sont vêtues de vieux tabliers ou de sacs et de corsages encrassés par la poussière du charbon. Un mouchoir bleu protège leurs cheveux — toutes les femmes ont la coquetterie de la chevelure — et quand elles sortent elles croisent sur leur poitrine un foulard rouge vif où elles blottissent leurs mains. Leur visage barbouillé est noir comme celui des mineurs ; on voit, dans leur constant sourire, briller leurs dents.

Leur chantier, à Denain, est un lieu grandiose. Vers le ciel ouaté de brume grise, cent cheminées d'usine, noires et rouges, de tous les calibres et de toutes les hauteurs, lancent les lourdes colonnes de leurs fumées : certaines fumées sont blanches comme la vapeur ; d'autres sont jaunes comme le soufre ; d'autres noires comme la houille, d'autres rougeâtres. Des hauts-fourneaux s'échappe un panache de flammes sombres que le vent recourbe ; par moment, une lueur éclatante jaillit des *convertisseurs* où, sous la poussée de l'air en trombe s'élabore l'acier, un bouquet d'étincelles se déploie sur la grisaille de l'horizon et retombe en pluie comme les fusées des feux d'artifice. Le grondement puissant des usines : halètement des machines, sirènes, sifflets de manœuvres, ne cesse le jour ni la nuit ; sur le bassin de l'Escaut les mâts grêles des péniches dressent une allée d'arbres morts qui se perd dans le brouillard ; des wagons tirés par des chevaux ou poussés par des hommes glissent lentement parmi les travailleuses ; on distingue au fond les noires pyramides des terries de mines.

Les travaux de force

Les *cafus* disposent une planche inclinée entre le sol et le plancher du wagon ou du bateau qu'il faut charger. L'une d'elles emplit à la fourche la banne d'osier — la *mante* comme on dit à Denain — que sa compagne empoigne par une anse ; hop ! un effort, le panier de quarante kilos est hissé sur l'épaule de l'ouvrière ; la jeune femme s'engage en courant sur la passerelle, vide son panier, toujours courant revient au tas, se charge d'une autre banne pleine, l'emporte, revient ; ainsi tout le jour. D'autres chargent des briquettes en wagons. Chaque briquette pèse dix kilos. Elles se les lancent de main en main à la façon des couvreurs qui se passent les tuiles le long d'une échelle. Pas d'interruption dans la tâche : la *chaîne* ne se brise pas, les blocs de charbon aggloméré se succèdent avec une incroyable vitesse entre les mains des ouvrières, celle qui dresse le mur de briquettes dans le wagon reste courbée et ne se redresse pas. Les toutes petites filles n'emplissent qu'à moitié leurs bannes — pleins, les paniers seraient plus lourds que les porteuses ! — et courent comme les autres. Ou bien, penchées sur les tamis, entourées de poussière, elles trient au passage les pierres du charbon.

Leurs salaires

Ces femmes travaillent à la tâche : pour vider un wagon de houille elles forment une équipe de quatre et reçoivent *soixante centimes* chacune. Pour un wagon de briquettes c'est *quarante centimes* seulement. Elles commencent à six heures du matin et finissent à cinq heures et demie, avec une interruption d'une heure pour le déjeuner et d'une demi heure pour le casse-croûte matinal. La pluie n'interrompt pas leurs travaux de force, il faut que le chargement des bateaux et wagons s'effectue. Alors c'est une misère nouvelle : la pelle, la fourche adhère au poussier mouillé, il faut, pour la soulever, redoubler d'efforts, la tâche n'avance pas, les misérables vêtements sont transpercés, l'eau emplit les sabots, les mains engourdies par le froid se crispent en vain au manche de l'outil, on glisse, on tombe sur les passerelles, sur les rails détrempés, les mantes se renversent, on ne réalise même pas à la fin du jour l'humble moyenne de salaire. Le *cafus* qui reçoit deux francs pour une journée de travail, soit 25 francs par quinzaine, s'estime heureux. Les petites filles, les débutantes, gagnent 1 fr. 25 par jour environ.

La tenace joie de vivre

Tel est le travail de ces ouvrières. « Pourquoi avez-vous choisi un tel métier ? » demandions-nous à un *cafus* qui nous disait la rudesse de sa tâche. « Parce qu'il n'y a pas d'autre industrie pour nous dans la région et que nous sommes six enfants à la maison ».

Raisons péremptoires. Ces travailleuses n'ont aucune mélancolie : jamais nous ne vîmes ouvrières accomplir si joyeusement travaux aussi pénibles. Leur gaîté est proverbiale à Denain. Nous parcourûmes les chantiers le jour de la Sainte-Catherine. Chaque *cafus* portait à son corsage un petit bouquet que saupoudrait la poussière noire ! Quand leurs surveillants — auxquels les gros bâtons qu'ils portent donnent des allures de gardes-chiourmes — tournaient le dos, certaines lâchaient leurs bannes, s'empoignaient à la taille pour faire un tour de valse et se quittaient pour rattraper bien vite leur charge en riant.

Beaucoup meurent vers la trentaine. Mais leurs petites sœurs sont là qui les remplacent. Aucun syndicat ne les groupe : elles doivent donc accepter toutes les conditions de travail que leur impose les employeurs.

L. M. BONNEFF.

Le Discours DE M. Margaine

CE QU'IL N'A PAS DIT

M. Margaine a prononcé, vendredi, à propos de l'Ouenza, un discours sur les conditions actuelles de la production, que l'*Humanité*, à très juste titre, a tenu à publier.

Sa valeur documentaire est exceptionnelle, encore qu'il y manque, semble-t-il, plusieurs faits importants.

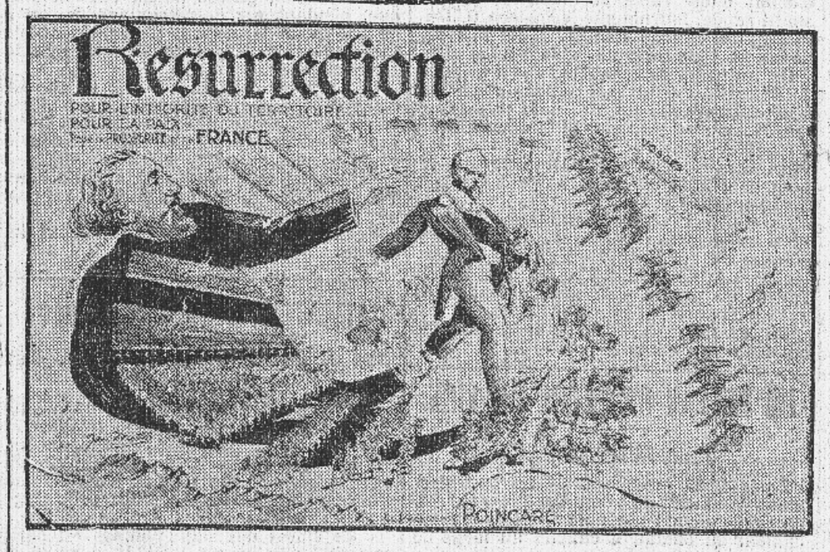
M. Margaine a montré comment le marché de l'iode, ceux du brome, du bismuth, du platine, du nickel, du plomb, du zinc, du cuivre et de l'aluminium se trouvent, dès maintenant, concentrés entre les mains d'une ou de quelques firmes, et que ceux des autres métaux tendent, de plus en plus à se concentrer à leur tour, par le jeu naturel des lois inéluctables de la concurrence.

Il aurait pu citer d'autres exemples encore.

Le mercure est, autant que le nickel, je crois, un métal dont la famille Rothschild, propriétaire de l'énorme mine d'Almaden, en Espagne, règle à elle seule la production, tout au moins pour l'Europe.

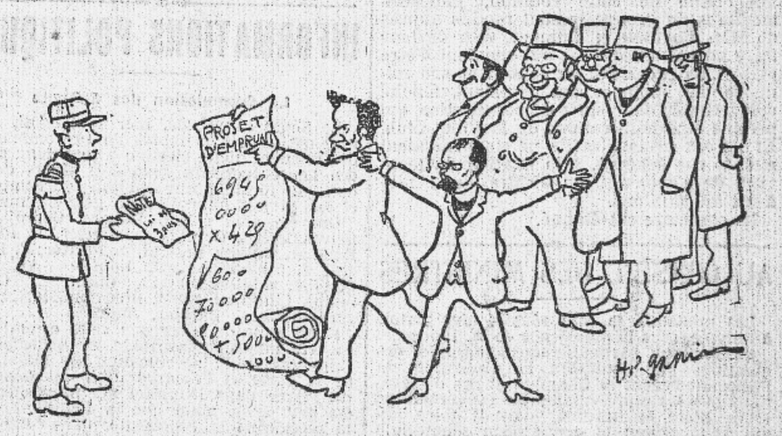
La société l'« Arsenic » dispense seule, ou à peu près, aux amateurs, l'aimable minerai du même nom. Je trouve du moins en mes notes un compte-rendu de l'assemblée générale tenue le 22 mai 1911, sous

LA CAMPAGNE IMPÉRIALISTE



Reproduction d'une carte postale actuellement répandue à profusion dans le Midi de la France : On y voit M. Poincaré, encouragé par l'ombre de Léon Gambetta, semant des soldats entre les Pyrénées et les Vosges. Toutes les troupes sont représentées en marche vers cette frontière.

NE TOUCHEZ PAS AUX RICHES !



Source gallicalabs.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France